



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.035/4
du 10 février 2014

sur

un avant-projet d'ordonnance
'portant sur l'approbation de
l'Accord de coopération conclu
entre la Région flamande, la
Région wallonne et la Région
de Bruxelles-Capitale relatif
aux intercommunales
interrégionales'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.035/4
van 10 februari 2014

over

een voorontwerp van
ordonnantie 'betreffende de
goedkeuring van het
Samenwerkingsakkoord tussen
het Vlaamse Gewest, het
Waalse Gewest en het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
betreffende de
gewestgrensoverschrijdende
intercommunales'

Le 13 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant sur l'approbation de l'Accord de coopération conclu entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 février 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 février 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 février 2014.

*

Op 13 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'betreffende de goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 februari 2014.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2. L'avant-projet d'ordonnance soumis pour avis a pour objet de donner assentiment, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, à l'accord de coopération du 28 novembre 2013 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux intercommunales interrégionales'². L'article 92bis, § 2, d), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel qu'il a été inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993 'visant à achever la structure fédérale de l'État', dispose que les Régions concluent en tout cas des accords de coopération pour le règlement des questions relatives (notamment) aux associations de communes et de provinces dans un but d'utilité publique dont le ressort dépasse les limites d'une Région.

L'article 2 de l'accord de coopération fixe des règles de désignation qui permettent de définir quelle région est territorialement compétente pour une intercommunale interrégionale déterminée, à savoir la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent ensemble de la plus grande part de l'actionnariat. Cependant, si une intercommunale interrégionale compte davantage de clients finaux de distribution des services dans une autre région, c'est cette dernière région qui est compétente. Toutefois, la région compétente est nommément désignée pour trois intercommunales interrégionales (article 2, § 1^{er}, de l'accord de coopération).

La région qui est ainsi compétente pour l'intercommunale interrégionale concernée, l'est également pour la tutelle administrative sur celle-ci. Les délibérations de l'intercommunale doivent néanmoins être transmises également aux instances compétentes des autres régions concernées par cette intercommunale (article 3). L'article 4 détermine le comité de concertation de base qui est compétent pour les intercommunales interrégionales et l'article 5 l'autorité qui est compétente pour accorder des autorisations d'expropriation.

Il est créé une commission de concertation qui est composée, pour chaque région, d'un représentant du ministre qui a la tutelle administrative sur les intercommunales dans ses attributions et d'un représentant de l'administration régionale. Chaque gouvernement de région peut saisir cette commission de concertation en cas de problème au sujet de l'exercice de la tutelle administrative par la région compétente, ainsi que de toute question en lien avec la mise en œuvre de l'accord de coopération (article 6).

¹ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

² Le Conseil d'État a également donné, le 6 février 2014, l'avis 54.953/VR sur un avant-projet de décret portant assentiment au même accord de coopération, pour ce qui concerne la Région flamande, et l'avis 55.009/VR sur un avant-projet de décret portant assentiment au même accord de coopération, pour ce qui concerne la Région wallonne.

Les parties à l'accord de coopération s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à abroger les dispositions subsistantes de la loi du 22 décembre 1986 'relative aux intercommunales', en tant qu'elles s'appliquent aux intercommunales interrégionales. En outre, elles s'engagent à s'informer mutuellement de toute modification des dispositions ayant trait au fonctionnement des intercommunales et à l'exercice de la tutelle administrative sur celles-ci (article 7).

L'accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014 (article 8), mais les intercommunales interrégionales disposent d'un délai d'un an pour adapter leurs statuts au droit applicable de la région compétente. Au cours de cette période, elles doivent offrir aux communes participantes d'autres régions la possibilité statutaire de sortir de l'intercommunale (article 2, § 2). Si, au cours de cette période, une intercommunale interrégionale n'avait pas modifié ses statuts, le tribunal de première instance du lieu du siège de l'intercommunale interrégionale peut prononcer, à la demande d'un associé, d'un tiers intéressé ou du ministre compétent, la dissolution de l'intercommunale (article 2, § 3).

COMPÉTENCE

3. L'article 162, alinéa 4, de la Constitution dispose que les conditions et le mode suivant lesquels plusieurs provinces, plusieurs collectivités supracommunales ou plusieurs communes peuvent s'entendre ou s'associer, en exécution d'une loi à majorité spéciale, sont réglés par décret ou ordonnance. En vertu de cette disposition et également de l'article 39 de la Constitution, l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a attribué aux régions la compétence relative aux « associations de provinces et de communes dans un but d'utilité publique, à l'exception de la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie, organisée par la loi »³. Cette compétence englobe la compétence relative à l'exercice de la tutelle administrative sur ces associations⁴.

Par conséquent, la Région de Bruxelles-Capitale est par principe compétente pour les matières faisant l'objet de l'accord de coopération.

4.1. Il faut toutefois vérifier si tel est également le cas pour l'article 4 de l'accord de coopération, qui dispose que « [l]e personnel de l'intercommunale interrégionale relève des recommandations adoptées par le Comité de concertation de base compétent pour la région dont le droit est applicable en vertu de l'article 2, § 1^{er} ».

4.2. En effet, conformément à l'article 87, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980, l'autorité fédérale est compétente pour fixer les règles relatives aux relations entre les

³ À partir du 1^{er} juillet 2014, cette compétence englobe « les associations de provinces, de collectivités supracommunales et de communes dans un but d'utilité publique, à l'exception de la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie, organisée par la loi » à la suite de la modification que l'article 20, 7°, de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État' a apportée à cette disposition.

⁴ Avis 25.979/8 donné le 11 février 1997 sur un projet devenu le décret du 21 octobre 1997 'portant abrogation du contrôle d'approbation sur les décisions des associations intercommunales concernant l'informatisation de leurs services' (*Doc. parl.*, Parl. fl., 1996-1997, n° 623/1, p. 8) ; J. VELAERS, *De Grondwet en de Raad van State, afdeling Wetgeving*, Anvers, Maklu, 1999, p. 776.

associations de communes dans un but d'utilité publique et les organisations syndicales des agents qui dépendent de ces associations. L'autorité fédérale a réglé les relations entre les autorités publiques et les syndicats de leurs agents dans la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' et dans l'arrêté royal du 28 septembre 1984 'portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités'. Ce régime est également applicable aux associations de communes et de provinces et, partant, aux intercommunales (interrégionales ou non) ⁵.

La loi susmentionnée a créé un certain nombre de comités de négociation, tant au niveau central que local, où sont négociées les réglementations de base ayant trait au statut du personnel des services publics. Au niveau central, on trouve notamment le Comité des services publics provinciaux et locaux (Comité C), qui est compétent pour négocier les principaux éléments du statut des agents des pouvoirs locaux ⁶. Concrètement, les négociations sont menées au sein des différentes sous-sections par région qui ont été créées dans la section pour les agents « ordinaires » des pouvoirs locaux (Comité C1) ⁷. Chaque pouvoir local, donc chaque intercommunale, compte un comité particulier au sein duquel le statut « local » est négocié ⁸.

En ce qui concerne la concertation relative aux éléments moins importants du statut, il ressort de l'article 12bis, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 19 décembre 1974 que la concertation portant sur des questions concernant les agents relevant de plus d'un comité particulier se déroule au sein du comité général. L'article 35 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 dispose, en exécution de l'article 10 de la loi du 19 décembre 1974, qu'un comité supérieur de concertation est créé dans le ressort de chaque comité particulier, pour l'ensemble des services publics qui dépendent de celui-ci. Ceci implique qu'un comité supérieur de concertation est créé au sein de chaque pouvoir local, et donc de chaque intercommunale ⁹. Le cas échéant, le président du comité supérieur de concertation peut également créer des comités de concertation de base ou des comités intermédiaires de concertation pour certains groupes d'agents au sein d'une intercommunale ¹⁰.

4.3. Compte tenu de ce qui précède, il s'avère impossible de déterminer précisément la portée de l'article 4 de l'accord de coopération. En effet, on voit mal comment un comité de concertation de base, qui peut être instauré pour un groupe déterminé d'agents au sein d'une intercommunale, serait compétent pour une région déterminée.

⁵Article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o, f), de la loi du 19 décembre 1974; R. JANVIER et P. HUMBLET, *Ambtenarenrecht I. Vakbondsstatuut, Collectieve arbeidsverhoudingen in de publieke sector in rechte en in de feiten*, Bruges, die Keure, 1998, p. 36.

⁶Article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 19 décembre 1974.

⁷Article 17, § 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984. Voir également R. JANVIER et P. HUMBLET, *op. cit.*, pp. 80-81.

⁸Article 20, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984. Voir également R. JANVIER et P. HUMBLET, *op. cit.*, p. 76.

⁹R. JANVIER et P. HUMBLET, *op. cit.*, p. 87.

¹⁰Article 35 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984.

À cet égard, le délégué qui a été désigné par l'auteur de la demande d'avis de la Région flamande a fait la déclaration suivante dont le Conseil d'État présume qu'elle peut valoir comme une prise de position qui peut entrer en ligne de compte pour les demandes d'avis des deux autres Régions :

« [Traduction] Sur la base de l'article 69 du décret du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale qui, en raison de l'application de l'accord de coopération entre les régions relatif aux intercommunales interrégionales, sera applicable aux intercommunales de droit flamand, les structures de coopération intercommunales doivent fixer leurs statuts du personnel dans le respect des principes de bonne administration. Pour ce faire, elles doivent tenir compte des accords sectoriels conclus au sein du Comité C.

En vertu de la législation relative au statut syndical, les pouvoirs locaux relèvent de la compétence du Comité C1 au sein duquel sont conclus les accords sectoriels pour le personnel des pouvoirs locaux et provinciaux. Une structure de coopération intercommunale présente en effet les caractéristiques d'une administration locale élargie.

L'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités dispose en son article 20, § 1^{er}, 11^o, qu'il est créé un comité particulier dans chaque association de projet, dans chaque association prestataire de services ou association chargée de mission, pour leur personnel, auprès du président du conseil d'administration des associations respectives, qui est également président du comité particulier. Je considère que c'est ce comité particulier qui est visé à l'article 4 de l'accord de coopération.

C'est uniquement au sein de grandes organisations ou de grands ministères que l'on retrouve des comités de concertation de base (comportant plusieurs sections). La concertation dans le secteur des pouvoirs locaux et provinciaux s'opère dans le contexte de la concertation CSC/CPC (comité supérieur de concertation et comité particulier de concertation). Il n'y a pas de comité de concertation de base compétent pour la Région flamande.

Il me semble qu'il est bel et bien question en l'occurrence de l'application de la loi du 19 décembre 1974. Il y a seulement une contradiction dans l'expression 'le Comité de concertation de base compétent pour la Région'. Il serait préférable d'écrire 'le comité particulier qui est compétent pour les structures de coopération intercommunales relevant de la région dont le droit est applicable' ».

Cette déclaration du délégué n'est pas de nature à préciser la portée de la disposition visée. L'article 4 de l'accord de coopération ne paraît avoir de sens que dans l'hypothèse où il s'agirait de préciser de quelle sous-section « régionale » du Comité C1 relève l'intercommunale concernée pour la concertation relative aux questions dépassant les agents de l'intercommunale. La délimitation du ressort d'un comité général de négociation en tant que tel doit être considérée comme relevant des compétences de l'autorité fédérale. Dès lors, la disposition visée est contraire aux règles répartitrices de compétences et doit être supprimée.

EXAMEN DU TEXTE DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

5.1. L'article 2, § 1^{er}, de l'accord de coopération combine un système général de désignation de la région territorialement compétente pour les intercommunales interrégionales

(alinéas 1^{er} et 2) avec une désignation spécifique de trois intercommunales interrégionales nommément désignées, à savoir Sibelgas, Vivaqua et Tecteo, pour lesquelles la compétence est attribuée respectivement à la Région flamande, à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région wallonne (alinéa 3).

À ce sujet, le délégué qui a été désigné par l'auteur de la demande d'avis de la Région flamande, a fait la déclaration suivante.

« [Traduction] Il s'agit ici de trois intercommunales qui proposent des prestations de distribution. Celles-ci seraient en principe rattachées à la région qui compte le plus de consommateurs finaux (selon l'art. 2, § 1^{er}). Au cours des négociations il a été envisagé que le siège principal serait l'élément déterminant ou encore la longueur des conduites qui se trouvent sur le territoire d'une région donnée. Les critères proposés étaient contestés pour (je présume) deux de ces intercommunales. En ce qui concerne Tecteo, il y avait apparemment moins de discussion ».

5.2. Ainsi que l'indique la déclaration du délégué, l'élaboration des règles de désignation visées à l'article 2, § 1^{er}, de l'accord de coopération repose sur un choix de politique, un système de désignation général étant combiné avec une désignation spécifique pour trois intercommunales interrégionales nommément désignées.

Une telle combinaison de deux méthodes de désignation très différentes suppose que les auteurs de l'accord de coopération soient en mesure d'invoquer des éléments spécifiques objectifs qui justifient la raison pour laquelle, à la lumière du principe constitutionnel d'égalité, ces trois intercommunales doivent faire l'objet d'un traitement différent de celui des autres intercommunales interrégionales. Si, en outre, en raison de futures évolutions, l'application du régime général visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'accord de coopération devait mener à un tout autre résultat pour une ou plusieurs des trois intercommunales concernées, précisément du fait qu'une partie considérablement plus importante des consommateurs finaux de distribution des services ou des actionnaires, selon le cas, relèveraient d'une région autre que celle qui est actuellement nominativement désignée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, il faudrait alors adapter la désignation de la région compétente par la voie d'une modification de l'accord de coopération, à moins que des critères pertinents susceptibles de justifier le maintien de la désignation existante puissent être invoqués.

5.3. En ce qui concerne le système général mis en place par l'article 2, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, il faut observer que l'accord de coopération ne prévoit pas de dispositions pour le cas où une évolution au niveau des clients finaux de distribution des services ou des actionnaires conduirait à ce qu'une autre région soit territorialement compétente. De telles dispositions sont nécessaires, notamment au regard du principe de la sécurité juridique, du fait qu'il n'est pas possible de déterminer à partir de quel moment un tel transfert produirait ses effets. Ce transfert a cependant des effets concrets, par exemple pour l'autorité chargée d'exercer la tutelle administrative.

L'accord de coopération doit dès lors être complété par des dispositions précisant comment et selon quelle périodicité l'évolution des clients finaux de distribution des services ou des actionnaires est constatée, qui prend une décision à ce sujet, et de quelle manière et à partir de quel moment la région nouvellement compétente se substitue à la région anciennement compétente.

De telles dispositions peuvent réserver un rôle à la Commission visée à l'article 6 de l'accord de coopération. Il appartient cependant aux auteurs de l'accord d'en délibérer à ce sujet et de prévoir des règles complétant l'accord de coopération sur ce point.

5.4. Enfin, le texte ne précise pas ce qu'il en est lorsqu'une intercommunale interrégionale ne peut plus être considérée comme interrégionale parce que la (les) commune(s) qui faisait (faisaient) de cette intercommunale interrégionale, décide ou décident de la quitter. Il est vrai qu'une possibilité de sortir de l'intercommunale est prévue pendant une période transitoire d'un an suivant l'entrée en vigueur de l'accord de coopération (voir l'article 2, § 2, de l'accord de coopération), mais pas pour la période postérieure. L'accord de coopération doit également être complété sur ce point.

Article 3

6. Le texte néerlandais de l'article 3, § 2, de l'accord de coopération sera rédigé comme suit : « De beraadslagingen van de gewestgrensoverschrijdende intercommunales die het voorwerp zouden hebben uitgemaakt van een toezicht in een van de betrokken gewesten (...) », afin de mieux s'aligner sur le texte français, qui traduit plus exactement la portée réelle de la disposition concernée.

Article 6

7. Dans le texte néerlandais de l'article 6, alinéa 3, de l'accord de coopération, il convient d'écrire : « Zij kan worden geadieerd door een regering (...) » au lieu de « Zij kan worden gevat door een regering (...) ».

Article 7

8. Conformément à l'article 7, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération, les parties contractantes s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à abroger les dispositions subsistantes de la loi du 22 décembre 1986, en tant qu'elles s'appliquent aux intercommunales interrégionales.

Jusqu'à ce jour, la loi du 22 décembre 1986 s'applique effectivement aux intercommunales interrégionales, eu égard à l'article 94, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui dispose que, pour chaque matière visée à l'article 92bis §§ 2, 3 et 4, « les procédures, règlements et situations de fait existant au 1^{er} janvier 1989 [...] restent en vigueur jusqu'à la conclusion d'un accord de coopération pour cette matière ». Il n'en résulte cependant pas pour autant que cette loi peut être purement et simplement abrogée en ce qui concerne les intercommunales interrégionales. Cette loi reste toujours d'application pour la Région de Bruxelles-Capitale, de sorte que son abrogation en ce qui concerne les intercommunales interrégionales qui sont réputées relever de la compétence territoriale de la Région de Bruxelles-Capitale conduirait à une lacune.

Les Régions wallonne et flamande pourraient, certes, abroger pour leur part la loi du 22 décembre 1986, dans la mesure où elle s'applique aux intercommunales interrégionales qui peuvent être considérées comme relevant de leur compétence territoriale. Il peut en effet être admis que l'abrogation (presque complète) de la loi du 22 décembre 1986 à la suite de l'instauration par ces deux régions¹¹ de dispositions décrétales propres n'aura pour effet d'abroger cette loi que pour ce qui concerne les intercommunales interrégionales qui peuvent être considérées comme relevant de leur compétence territoriale à la suite de la conclusion de l'accord de coopération à l'examen.

En toute hypothèse, la sécurité juridique se trouverait mieux assurée si l'accord de coopération précisait que les parties contractantes s'engagent à inscrire dans leur réglementation relative aux intercommunales une disposition ayant pour effet que cette réglementation s'applique également aux intercommunales interrégionales qui relèvent de la compétence territoriale de la région concernée conformément à l'accord de coopération à l'examen.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

1. Dans l'intitulé de l'avant-projet, la date de la signature doit être mentionnée.

L'article 2 appelle la même observation.

2. Selon l'article 3, l'ordonnance dont le projet est actuellement à l'examen entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Il résulte de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 que les accords de coopération qui doivent être soumis à l'assentiment des parlements concernées n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de chacun de ces parlements. Une partie à l'accord ne peut pas anticiper (ou retarder) l'entrée en vigueur de celui-ci¹². Dans ces circonstances, une disposition comme celle de l'article 3 ne présente aucune utilité et peut même prêter à confusion.

Mieux vaut, dès lors, omettre cet article de l'avant-projet.

*

¹¹ En ce qui concerne la Région flamande : voir l'article 81, a, du décret du 6 juillet 2001 'portant réglementation de la coopération intercommunale'. En ce qui concerne la Région wallonne : voir l'article 35 du décret du 5 décembre 1996 'relatif aux intercommunales wallonnes' et l'article 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 'portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux'. Ces dispositions figurent maintenant dans le 'Code de la démocratie locale et de la décentralisation'.

¹² Voir l'avis 48.076/VR donné le 4 mai 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 3 mars 2011 'portant assentiment de l'accord de coopération du 2 avril 2010 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique' (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 479/1, pp. 30-38).

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

2. Het om advies voorgelegde voorontwerp van ordonnantie strekt tot de instemming, wat betreft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met het samenwerkingsakkoord van 28 november 2013 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ‘betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales’.² Artikel 92bis, § 2, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ bepaalt, sinds de invoeging ervan bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ‘tot vervollediging van de federale staatsstructuur’ dat de gewesten in ieder geval samenwerkingsakkoorden sluiten voor de regeling van de aangelegenheden die betrekking hebben op (onder meer) de verenigingen van gemeenten en van provincies tot nut van het algemeen die de grenzen van een gewest overschrijden.

Bij artikel 2 van het samenwerkingsakkoord worden aanwijzingsregels vastgesteld op grond waarvan bepaald kan worden welk gewest territoriaal bevoegd is voor een welbepaalde gewestgrensoverschrijdende intercommunale, namelijk het gewest waaronder de aandeelhouders vallen die samen het grootste deel van de publiekrechtelijke aandeelhouders vormen. Indien een gewestgrensoverschrijdende intercommunale echter meer eindverbruikers van haar distributiediensten telt in een ander gewest, is dat laatste gewest bevoegd. Voor drie gewestgrensoverschrijdende intercommunales wordt evenwel *nominatim* bepaald welk gewest bevoegd is (artikel 2, § 1, van het samenwerkingsakkoord).

Het gewest dat aldus bevoegd is voor de betrokken gewestgrensoverschrijdende intercommunale, is ook bevoegd voor het bestuurlijk toezicht erop. De beraadslagingen van de intercommunale moeten evenwel ook worden bezorgd aan de bevoegde instanties van de andere gewesten die bij die intercommunale betrokken zijn (artikel 3). Er wordt bepaald welk basisoverlegcomité bevoegd is voor gewestgrensoverschrijdende intercommunales (artikel 4) en welke overheid bevoegd is om onteigeningsmachtigingen te verlenen (artikel 5).

Er wordt een overlegcommissie opgericht, samengesteld uit, voor elk gewest, een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor het bestuurlijk toezicht op de intercommunales en een vertegenwoordiger van de gewestelijke administratie. Elke gewestregering kan bij die overlegcommissie problemen aanhangig maken met betrekking tot de

¹ Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² De Raad van State heeft op 6 februari 2014 eveneens adviezen 54.953/VR over een voorontwerp van decreet dat strekt tot de instemming met hetzelfde samenwerkingsakkoord, namens het Vlaamse Gewest, en 55.009/VR over een voorontwerp van decreet dat strekt tot de instemming met hetzelfde samenwerkingsakkoord, namens het Waalse Gewest, gegeven.

uitoefening van het bestuurlijk toezicht door het bevoegde gewest, alsook elke kwestie die verband houdt met de uitvoering van het samenwerkingsakkoord (artikel 6).

De partijen bij het samenwerkingsakkoord verbinden zich ertoe, ieder wat haar betreft, om de overblijvende bepalingen van de wet van 22 december 1986 'betreffende de intercommunales' op te heffen, voor zover die van toepassing zijn op gewestgrensoverschrijdende intercommunales. Tevens verbinden zij zich ertoe om elkaar in te lichten over iedere wijziging van de bepalingen die betrekking hebben op de werkwijze van de intercommunales en op de uitoefening van het bestuurlijk toezicht erop (artikel 7).

Het samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 juli 2014 (artikel 8), maar de gewestgrensoverschrijdende intercommunales krijgen een jaar de tijd om hun statuten aan te passen aan het toepasselijke recht van het bevoegde gewest. Binnen die periode moeten ze de deelnemende gemeenten van andere gewesten de statutaire mogelijkheid bieden om uit de intercommunale te treden (artikel 2, § 2). Wanneer een gewestgrensoverschrijdende intercommunale binnen die periode haar statuten niet zou hebben aangepast, kan de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar de gewestgrensoverschrijdende intercommunale haar zetel heeft, de intercommunale ontbinden op vraag van een vennoot, een belanghebbende derde of de bevoegde minister (artikel 2, § 3).

BEVOEGDHEID

3. Artikel 162, vierde lid, van de Grondwet bepaalt dat de voorwaarden waaronder en de wijze waarop verscheidene provincies, verscheidene bovengemeentelijke besturen of verscheidene gemeenten zich met elkaar kunnen verstaan of zich kunnen verenigen, ter uitvoering van een bijzonderemeerderheidswet, bij decreet of ordonnantie worden geregeld. Op grond van die bepaling, alsook op grond van artikel 39 van de Grondwet, is bij artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' aan de gewesten de bevoegdheid toegewezen inzake "de verenigingen van provincies en van gemeenten tot nut van het algemeen, met uitzondering van het door de wet georganiseerde specifiek toezicht inzake brandbestrijding".³ Die bevoegdheid omvat de bevoegdheid inzake de uitoefening van het bestuurlijk toezicht op deze verenigingen.⁴

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is bijgevolg principieel bevoegd voor de aangelegenheden die in het samenwerkingsakkoord aan bod komen.

4.1. Er moet evenwel worden nagegaan of dit ook het geval is voor artikel 4 van het samenwerkingsakkoord, dat bepaalt dat "[h]et personeel van de gewestgrensoverschrijdende

³ Vanaf 1 juli 2014 omvat deze bevoegdheid "de verenigingen van provincies, van de bovengemeentelijke besturen en van gemeenten tot nut van het algemeen, met uitzondering van het door de wet georganiseerde specifiek toezicht inzake brandbestrijding", door de wijziging die in deze bepaling wordt aangebracht bij artikel 20, 7°, van de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming'.

⁴ Advies 25.979/8 van 11 februari 1997 over een ontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 21 oktober 1997 'houdende afschaffing van het goedkeuringstoezicht op de beslissingen van de intercommunale verenigingen inzake de informatisering van hun diensten', *Parl.St.* VI.Parl. 1996-97, nr. 623/1, 8; J. VELAERS, *De Grondwet en de Raad van State, afdeling Wetgeving*, Antwerpen, Maklu, 1999, 776.

intercommunale valt onder de aanbevelingen aangenomen door het Basisoverlegcomité dat bevoegd is voor het gewest waarvan het recht van toepassing is overeenkomstig artikel 2, § 1”.

4.2. Overeenkomstig artikel 87, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is de federale overheid immers bevoegd om de regels vast te stellen inzake de betrekkingen tussen de verenigingen van gemeenten tot nut van het algemeen en de syndicale organisaties van de personeelsleden die van deze verenigingen afhangen. De federale overheid heeft de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel geregeld in de wet van 19 december 1974 ‘tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’ en in het koninklijk besluit van 28 september 1984 ‘tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’. Die regeling is ook van toepassing op de verenigingen van gemeenten en provincies en dus ook op de (al dan niet intergewestelijke) intercommunales.⁵

Bij de voornoemde wet zijn een aantal onderhandelingscomités opgericht, zowel op centraal niveau als op plaatselijk niveau, waarin wordt onderhandeld over de grondregelingen inzake de rechtspositie van het overheidspersoneel. Op centraal niveau is er onder meer het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (Comité C), dat bevoegd is voor de onderhandelingen over de belangrijkste elementen van de rechtspositie van de personeelsleden van de plaatselijke besturen.⁶ De onderhandelingen worden concreet gevoerd in de verscheidene onderafdelingen per gewest die zijn opgericht in de afdeling voor de “gewone” personeelsleden van de plaatselijke besturen (Comité C1).⁷ In elk plaatselijk bestuur, dus in elke intercommunale, is een bijzonder comité actief waarin wordt onderhandeld over de “plaatselijke” rechtspositie.⁸

Wat betreft het overleg over de minder belangrijke elementen van de rechtspositie, blijkt uit artikel 12bis, eerste lid, 2°, van de wet van 19 december 1974 dat over kwesties die betrekking hebben op personeelsleden die onder meer dan één bijzonder comité ressorteren, het overleg wordt gevoerd in het algemeen comité. Artikel 35 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 bepaalt ter uitvoering van artikel 10 van de wet van 19 december 1974 dat er een hoog overlegcomité wordt opgericht in het gebied van elk bijzonder comité voor het geheel van de overheidsdiensten die onder dat comité ressorteren. Dit impliceert dat binnen elk plaatselijk bestuur, dus binnen elke intercommunale, een hoog overlegcomité wordt opgericht.⁹ Desgevallend kunnen er ook binnen een intercommunale door de voorzitter van het hoog overlegcomité voor bepaalde groepen van personeelsleden basisoverlegcomités of tussenoverlegcomités worden opgericht.¹⁰

4.3. In het licht van hetgeen voorafgaat is volstrekt onduidelijk wat precies de strekking is van artikel 4 van het samenwerkingsakkoord. Het valt immers moeilijk in te zien hoe

⁵ Artikel 1, § 1, 3°, f), van de wet van 19 december 1974; R. JANVIER en P. HUMBLET, *Ambtenarenrecht I. Vakbondsstatuut, Collectieve arbeidsverhoudingen in de publieke sector in rechte en in de feiten*, Brugge, die Keure, 1998, 36.

⁶ Artikel 3, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 19 december 1974.

⁷ Artikel 17, § 2, van het koninklijk besluit van 28 september 1984. Zie ook R. JANVIER en P. HUMBLET, *o.c.*, 80-81.

⁸ Artikel 20, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 28 september 1984. Zie ook R. JANVIER en P. HUMBLET, *o.c.*, 76.

⁹ R. JANVIER en P. HUMBLET, *o.c.*, 87.

¹⁰ Artikel 35 van het koninklijk besluit van 28 september 1984.

een basisoverlegcomité, dat kan worden ingesteld voor een bepaalde groep van personeelsleden binnen een intercommunale, bevoegd is voor een bepaald gewest.

De gemachtigde die werd aangewezen door de adviesaanvrager van het Vlaamse Gewest, verstrekke daarover de volgende verklaring, waarvan de Raad van State aanneemt dat ze kan gelden als een stellingname die ook voor de adviesaanvragen van de twee andere gewesten in aanmerking genomen mag worden:

“Op basis van artikel 69 van het decreet op de intergemeentelijke samenwerking van 6 juli 2001, dat ingevolge van de toepassing van het samenwerkingsakkoord tussen de gewesten betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales van toepassing zal zijn op de intercommunales die onder Vlaams recht zullen ressorteren, moeten de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden hun personeelsstatuten vaststellen in overeenstemming met de beginselen voor behoorlijk bestuur. Daarbij moeten ze rekening houden met de sectorale akkoorden zoals die tot stand komen in het Comité C.

Krachtens de wetgeving op het syndicaal statuut ressorteren de lokale besturen onder de bevoegdheid van Comité C1, waarbinnen de sectorale akkoorden voor het personeel van de lokale besturen en de provincies tot stand komen. Een intergemeentelijke samenwerkingsverband heeft immers de kenmerken van een verlengd lokaal bestuur.

Het KB van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel bepaalt in artikel 20, §1, 11, dat een bijzonder comité opgericht wordt in elke projectvereniging, dienstverlenende vereniging of opdrachthoudende vereniging voor het personeel ervan, bij de voorzitter van de raad van bestuur van de respectieve verenigingen, die tevens voorzitter is van het bijzonder comité. Ik ga ervan uit dat in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord dit bijzonder comité wordt bedoeld.

Basisoverlegcomités vindt men enkel terug bij grote organisaties of ministeries (met verschillende afdelingen). Het overleg in de sector van de lokale en provinciale besturen wordt gevoerd in de context van het zogenaamde HOC/BOC-overleg. (Hoger en bijzonder overlegcomité). Er is geen basisoverlegcomité dat bevoegd is voor het Vlaamse Gewest.

Het gaat hier volgens mij wel degelijk over de toepassing van de wet van 19 december 1974. Alleen is er een tegenstrijdigheid in de omschrijving ‘Basisoverlegcomité dat bevoegd is voor het gewest’. De omschrijving ‘het bijzonder comité dat bevoegd is voor de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden waarvoor het gewest waarvan het recht van toepassing bevoegd is’ zou beter zijn.”

Deze verklaring van de gemachtigde is niet van aard om de strekking van de genoemde bepaling te verduidelijken. Artikel 4 van het samenwerkingsakkoord lijkt slechts zin te hebben wanneer het de bedoeling zou zijn om te verduidelijken onder welke “gewestelijke” onderafdeling van het Comité C1 de betrokken intercommunale ressorteert voor het overleg over kwesties die de personeelsleden van de intercommunale overstijgen. Het bepalen van het ressort van een algemeen onderhandelingscomité als dusdanig moet tot de bevoegdheid van de federale overheid worden gerekend. De beoogde bepaling is bijgevolg strijdig met de bevoegdheidverdelende regels en moet dan ook worden weggelaten.

ONDERZOEK VAN DE TEKST VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

Artikel 2

5.1. In artikel 2, § 1, van het samenwerkingsakkoord wordt een algemene regeling voor de aanwijzing van het territoriaal bevoegde gewest voor gewestgrensoverschrijdende intercommunales (eerste en tweede lid) gecombineerd met een specifieke aanwijzing van drie met naam genoemde gewestgrensoverschrijdende intercommunales, namelijk Sibelgas, Vivaqua en Tecteo, waarvoor respectievelijk het Vlaamse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en het Waalse Gewest bevoegd worden verklaard (derde lid).

De gemachtigde die werd aangewezen door de adviesaanvrager van het Vlaamse Gewest, verstrekke daarover de volgende verklaring.

“Het gaat hier over 3 intercommunales die distributiediensten aanbieden. In principe zouden deze aangehecht worden bij het gewest dat de meeste eindgebruikers telt (volgens art. 2, § 1). Tijdens de onderhandelingen was er sprake van dat de hoofdzetel bepalend zou zijn of nog de lengte van de leidingen die zich op het grondgebied van een bepaald gewest bevinden. Met betrekking tot de voorgestelde criteria waren er twistpunten ten aanzien van (ik vermoed) twee van deze intercommunales. Voor wat Tecteo betreft, was er vermoedelijk minder discussie.”

5.2. Zoals kan worden opgemaakt uit de verklaring van de gemachtigde, berust de uitwerking van de aanwijzingsregeling bedoeld in artikel 2, § 1, van het samenwerkingsakkoord op een beleidskeuze, waarbij een algemene aanwijzingsregeling wordt gecombineerd met een specifieke aanwijzing voor drie met name genoemde gewestgrensoverschrijdende intercommunales.

Een dergelijke combinatie van twee zeer verschillende methoden van aanwijzing veronderstelt dat de auteurs van het samenwerkingsakkoord objectieve specifieke gegevens kunnen aanvoeren die verantwoorden waarom die drie intercommunales, in het licht van het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel, anders moeten worden behandeld dan de overige gewestgrensoverschrijdende intercommunales. Indien daarenboven door toekomstige evoluties de toepassing van de algemene regeling bedoeld in artikel 2, § 1, eerste en tweede lid, van het samenwerkingsakkoord, voor één of meer van de drie betrokken intercommunales tot een heel ander resultaat zou leiden, namelijk doordat een aanzienlijk groter deel van de eindgebruikers van de distributiediensten of van de aandeelhouders, naargelang het geval, tot een ander gewest behoren dan het gewest dat thans in artikel 2, § 1, derde lid, *nominatim* wordt aangewezen, zal de aanwijzing van het bevoegde gewest alsnog moeten worden aangepast door middel van een wijziging van het samenwerkingsakkoord, tenzij wanneer pertinente criteria zouden worden aangevoerd die kunnen verantwoorden dat de bestaande aanwijzing kan worden gehandhaafd.

5.3. Wat betreft de in artikel 2, § 1, eerste en tweede lid, uitgewerkte algemene regeling moet worden opgemerkt dat het samenwerkingsakkoord geen regeling bevat voor de mogelijkheid dat een evolutie op het vlak van de eindverbruikers van de distributiediensten of van de aandeelhouders leidt tot een ander territoriaal bevoegd gewest. Een dergelijke regeling is noodzakelijk, onder meer vanuit het oogpunt van het rechtszekerheidsbeginsel, omdat onduidelijk is vanaf welk tijdstip een dergelijke overgang uitwerking zou krijgen. Die overgang heeft

nochtans concrete gevolgen, zoals bijvoorbeeld voor de overheid die bevoegd is om het bestuurlijk toezicht uit te oefenen.

Het samenwerkingsakkoord moet dan ook worden aangevuld met een regeling waarin wordt bepaald hoe en met welke periodiciteit de evolutie van de eindverbruikers van de distributiediensten of van de aandeelhouders wordt vastgesteld, wie daarover een beslissing neemt, en op welke wijze en vanaf welk tijdstip het nieuw bevoegde gewest in de plaats treedt van het vorige bevoegde gewest.

In een dergelijke regeling kan een rol weggelegd zijn voor de Commissie bedoeld in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord. Het staat evenwel aan de auteurs van het akkoord om zich daarover te beraden en het samenwerkingsakkoord aan te vullen met een regeling ter zake.

5.4. Ten slotte wordt niet bepaald wat er gebeurt indien een gewestgrensoverschrijdende intercommunale niet langer als gewestgrensoverschrijdend kan worden beschouwd doordat de gemeente(n) die deze intercommunale tot een gewestgrensoverschrijdende intercommunale maakte(n), beslis(t)(sen) tot de uittreding. Er wordt weliswaar voorzien in een uittredingsregeling in een overgangsperiode gedurende één jaar na de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord (zie artikel 2, § 2, van het samenwerkingsakkoord), maar niet voor de periode erna. Ook op dit punt moet het samenwerkingsakkoord worden aangevuld.

Artikel 3

6. In de Nederlandse tekst van artikel 3, § 2, van het samenwerkingsakkoord moet worden geschreven: “De beraadslagingen van de gewestgrensoverschrijdende intercommunales die het voorwerp zouden hebben uitgemaakt van een toezicht in een van de betrokken gewesten (...)”, teneinde beter aan te sluiten op de Franse tekst, die de werkelijke draagwijdte van de betrokken bepaling het best weergeeft.

Artikel 6

7. In de Nederlandse tekst van artikel 6, derde lid, van het samenwerkingsakkoord schrijve men “Zij kan worden geadieerd door een regering (...)” in plaats van “Zij kan worden gevat door een regering (...)”.

Artikel 7

8. Overeenkomstig artikel 7, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord verbinden de contracterende partijen zich ertoe, ieder wat haar betreft, om de overblijvende bepalingen van de wet van 22 december 1986 op te heffen, voor zover ze van toepassing zijn op de gewestgrensoverschrijdende intercommunales.

De wet van 22 december 1986 is tot op heden effectief van toepassing op de gewestgrensoverschrijdende intercommunales, gelet op artikel 94, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat bepaalt dat voor iedere aangelegenheid bedoeld in artikel 92*bis*, §§ 2, 3 en 4, de “procedures, regelingen en feitelijke toestanden die bestaan op 1 januari 1989 (...) van kracht [blijven] totdat een samenwerkingsakkoord voor die aangelegenheid is gesloten”. Dat betekent echter nog niet dat die wet zonder meer kan worden opgeheven wat betreft de gewestgrensoverschrijdende intercommunales. Voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest is deze wet nog steeds van toepassing, zodat de opheffing ervan wat betreft de gewestgrensoverschrijdende intercommunales waarvoor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest territoriaal bevoegd wordt geacht, tot een lacune zou leiden.

Het Vlaamse en het Waalse Gewest zouden van hun kant weliswaar de wet van 22 december 1986 kunnen opheffen in zoverre die toepasselijk is op de gewestgrensoverschrijdende intercommunales die tot hun territoriale bevoegdheid kunnen worden gerekend. Er kan immers worden aangenomen dat de (bijna volledige) opheffing van de wet van 22 december 1986 naar aanleiding van de invoering van eigen decretale regelingen door die twee gewesten¹¹ niet tot gevolg heeft dat die wet is opgeheven wat betreft de gewestgrensoverschrijdende intercommunales die pas sinds het sluiten van het huidige samenwerkingsakkoord tot hun territoriale bevoegdheid kunnen worden gerekend.

Het zou alleszins de rechtszekerheid ten goede komen indien in het samenwerkingsakkoord zou worden bepaald dat de contracterende partijen zich ertoe verbinden om in hun regelgeving met betrekking tot intercommunales een bepaling op te nemen die als gevolg zal hebben dat die regelgeving ook van toepassing is op gewestgrensoverschrijdende intercommunales waarvoor het betrokken gewest territoriaal bevoegd is overeenkomstig het huidige samenwerkingsakkoord.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

1. In het opschrift van het voorontwerp dient de datum van ondertekening te worden vermeld.

Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van artikel 2.

2. Volgens artikel 3 treedt de ordonnantie die thans in ontwerpvorm voorligt, in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

¹¹ Wat betreft het Vlaamse Gewest: zie artikel 81, a, van het decreet van 6 juli 2001 ‘houdende de intergemeentelijke samenwerking’. Wat betreft het Waalse Gewest: zie artikel 35 van het decreet van 5 december 1996 ‘relatif aux intercommunales wallonnes’ en artikel 2, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 ‘portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux’. De regeling is thans vervat in de ‘Code de la démocratie locale et de la décentralisation’.

Uit artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vloeit voort dat de samenwerkingsakkoorden die aan de betrokken parlementen ter instemming moeten worden voorgelegd, eerst gevolg kunnen hebben nadat elk van die parlementen ermee heeft ingestemd. Een partij bij het akkoord kan derhalve het samenwerkingsakkoord niet eerder (of later) in werking laten treden¹². Daardoor heeft een bepaling zoals die van artikel 3 geen enkel nut en kan zulk een bepaling zelfs tot verwarring leiden.

Bijgevolg is het beter om dat artikel uit het voorontwerp weg te laten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹² Advies 48.076/VR van 4 mei 2010 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 maart 2011 'houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie, afgesloten te Brussel op 2 april 2010', *Parl.St.* Senaat, 2010-11, nr. 479/1, 30-38.